

**Point de presse de la porte-parole -  
Francophonie/Inauguration par M.  
Jean-Baptiste Lemoyne de l'institut  
de la Francophonie pour l'éducation  
et la formation - Nations  
unies/Journée internationale de la  
fille - République  
centrafricaine/Situation sécuritaire  
et action de la MINUSCA - Droits  
de l'Homme/Attribution du prix  
«Martin Ennals» - Espagne  
(Paris, 11 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Francophonie - Inauguration par M. Jean-Baptiste Lemoyne de l'institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (Dakar, 12 octobre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 12 octobre à l'inauguration à Dakar de l'institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation, en présence du président Macky Sall. Mme Michaelle Jean, secrétaire générale de la Francophonie, et Mme Nadine Patricia Anguile, ministre gabonaise de l'éducation nationale et de l'enseignement technique, participeront également à cet événement.

L'institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation aura pour mission de relever le défi d'un enseignement de qualité en français pour tous en Afrique, alors que le nombre de francophones sur le continent devrait croître très fortement d'ici 2050, portant à plus de 700 millions le nombre de locuteurs dans le monde. Il devra également répondre au besoin de formation professionnelle d'un nombre toujours croissant d'enseignants de français et d'acteurs économiques.

Cet institut est né d'un partenariat entre l'organisation internationale de la Francophonie, l'agence universitaire de la Francophonie, l'université Senghor d'Alexandrie et les conférences des ministres francophones de l'éducation et de la jeunesse et des sports. Il bénéficie notamment du soutien de la Banque mondiale, du partenariat mondial pour l'éducation et de l'Agence française de développement.

La France est représentée au sein de l'institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation. Très impliquée dans les programmes éducatifs portés par la Francophonie, elle est

engagée à hauteur de 20 millions d'euros depuis 2011, par l'intermédiaire de l'Agence française de développement, dans les programmes de l'OIF dans le secteur éducatif. Elle poursuivra cet effort afin de permettre la réalisation des grands projets en matière éducative.

## 2 - Nations unies - Journée internationale de la fille (11 octobre 2017)

À l'occasion de la journée internationale de la fille organisée par les Nations unies, la France rappelle son engagement en faveur de la défense des droits fondamentaux des filles et en faveur de leur accès à l'éducation.

Nous agissons à titre national et dans les enceintes multilatérales pour mettre fin à toutes les formes de violences liées au genre et pour lutter contre les inégalités en matière d'accès à l'éducation, à la nutrition, à la justice et à la santé.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a reçu le 9 octobre des représentantes malienne, sénégalaise et franco-capverdienne de l'ONG «Plan international» à l'occasion du lancement de son rapport «Libérons le pouvoir des filles». Les échanges ont porté sur les freins à l'autonomisation des filles, comme les grossesses et mariages précoces ou les difficultés de scolarisation, et sur les vecteurs de changement tels l'accès à une éducation de qualité ou la participation à la vie politique et associative. En partenariat avec l'UNICEF et l'UNESCO, nous travaillons avec cette ONG au Cameroun, au Sénégal et au Togo pour lutter contre les violences de genre en milieu scolaire, principal frein à la scolarisation des filles, notamment par la sensibilisation des communautés et des personnels de l'enseignement, de la justice et de la police.

## 3 - République centrafricaine - Situation sécuritaire et action de la MINUSCA (11 octobre 2017)

La France salue l'opération menée les 7 et 8 octobre par la MINUSCA, qui a permis de libérer la ville de Bocaranga de l'emprise des groupes armés. Elle réitère son plein soutien à cette mission, qui évolue dans un contexte très difficile et volatile.

Nous appelons l'ensemble des partenaires de la RCA à rester engagés auprès des autorités centrafricaines et à soutenir le renforcement des moyens de la MINUSCA, afin de lui permettre de poursuivre une mise en oeuvre robuste de son mandat de protection des populations civiles.

La France soutient également la montée en puissance des forces de sécurité centrafricaines, en étroite coordination avec la MINUSCA et avec l'apport de la mission européenne de formation EUTM, à laquelle elle contribue. Nous soutenons tous les efforts en vue de permettre le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.

## 4 - Droits de l'Homme - Attribution du prix «Martin Ennals» (10 octobre 2017)

La France salue l'attribution du prix «Martin Ennals» pour les droits de l'Homme à l'Égyptien M. Mohamed Zaree.

Le prix «Martin Ennals» est décerné chaque année à une personnalité qui a fait preuve d'un mérite notable dans la défense des droits de l'Homme, par un jury composé de dix ONG. Il porte le nom d'un ancien secrétaire général d'Amnesty International. Ce prix rend ainsi hommage à l'engagement quotidien qui anime les personnalités auxquelles il est décerné.

M. Zaree, directeur du bureau égyptien de l'Institut du Caire pour les études sur les droits de l'Homme, a fait montre d'un courage constant dans la promotion des droits de l'Homme et la défense de l'activité des ONG en Égypte.

Nous saluons également les deux finalistes de ce prix :

- Mme Karla Avelar, présidente de COMCAVIS TRANS, qui a fondé au Salvador la première organisation pour les femmes transgenres dans le pays ;
- le groupe cambodgien Freethe5KH rassemblant cinq défenseurs des droits de l'Homme (MM. Ny Sokha, Yi Soksam, Nay Vanda, Ny Chakrya, Mme Lim Mony), qui attendent leur procès après 427 jours de détention provisoire.

La France est attachée au respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Elle considère que les acteurs de la société civile jouent un rôle central dans le renforcement de la démocratie et du pluralisme des idées.

## 5 - Espagne

Q - Après la déclaration d'indépendance suspendue en Catalogne, à l'attente d'une négociation pour essayer le dialogue, est-ce que la France soutiendrait une médiation internationale, si elle n'est pas conduite par l'UE ? Quel est l'avis, en tout cas, de la France, après ce dernier tournant des événements ?

R - Nous continuons à être préoccupés par la situation en Catalogne, après les déclarations de Carles Puigdemont.

Toute solution à cette crise interne doit être trouvée dans le cadre constitutionnel espagnol. L'unité et la légalité constitutionnelles doivent être respectées et préservées.

Toute déclaration unilatérale d'indépendance par les autorités catalanes serait illégale et ne pourrait en aucun cas être reconnue./.